

Le budget—M. Mazankowski

En étudiant ce document, on constate, comme je l'ai dit, qu'il ne tient absolument pas compte du rôle fondamental que le gouvernement doit jouer en favorisant la croissance et le développement au Canada. Pour que tout le pays prospère, il faut une certaine production et une certaine croissance à l'échelle nationale et à l'échelle individuelle. Nous avons dans ce document un bel exemple de la différence fondamentale qui existe entre le produit national brut réel et le produit national brut perçu qui découle de la croissance bureaucratique.

En réalité, le budget provoquera un ralentissement dans le secteur productif à cause des nouveaux dispositifs bureaucratiques qu'il contient. Il freinera la production au lieu de la stimuler. Le produit national brut issu des initiatives prévues dans ce document sera en grande partie un mirage.

● (1740)

Le document intitulé «Le développement économique du Canada dans les années 80» a été établi à partir du rapport d'un comité d'étude publié récemment sous le titre: «Rapport du groupe consultatif des mégaprojets canadiens sur les investissements d'envergure au Canada d'ici l'an 2000». Ce dernier recense un certain nombre de projets qui pourraient et devraient être réalisés au cours des 20 prochaines années. Mais ce document ne prévoit aucun cadre convenable ni aucun environnement économique positif pour permettre la réalisation de ces initiatives. Voici un extrait de la page 7 de ce document:

Nous devons soumettre nos systèmes réglementaires à un examen attentif pour nous assurer que les règles sont claires et les méthodes efficaces, de manière qu'elles guident le progrès de l'entreprise privée au lieu de l'entraver.

J'en déduis que le gouvernement propose d'alléger la réglementation et les obstacles bureaucratiques. Il propose de faciliter les choses au lieu de les compliquer. Mais ce n'est pas l'esprit ni l'orientation de ce document. En cela, il rejette donc les conclusions du rapport du Conseil économique du Canada qui a estimé que la réglementation pléthorique coûte des milliards de dollars à notre pays.

La stabilité et la confiance sont deux éléments importants. Par exemple, je suis certain que les constructeurs de maisons ne se réjouissent pas des changements d'orientation annoncés dans le budget. Et l'industrie manufacturière ne se porte pas mieux avec tous ces congédiements. En fait, au moins 20,000 logements locatifs sont affectés directement. Le ministre a apporté certains changements mais, après un examen approfondi, on constate que les nouvelles mesures que le ministre a annoncées hier sont loin de résoudre tous les problèmes graves. Je suis certain que mes collègues reviendront là-dessus.

M. Huntington: Très, très grave.

M. Mazankowski: Je viens d'entendre le député de Capilano (M. Huntington) renchérir: «Très, très grave».

On peut lire ceci à la page 14 du document:

Pour donner suite au rapport du Groupe d'étude sur les grands projets, le gouvernement du Canada a, dans un premier temps, établi un Bureau des retombées industrielles et régionales.

Cela signifie davantage de bureaucrates. Que feront-ils? Coordonner et intervenir. A la page 16, il est question d'un nouveau programme de retombées industrielles et on dit ceci à ce sujet:

Pour répondre aux besoins des entreprises canadiennes de façon coordonnée et efficace, le gouvernement du Canada regroupera ses programmes dans un nouveau Programme des retombées industrielles.

Voilà un autre mécanisme qui nécessitera la création d'autres emplois pour les libéraux. A la page 17, on annonce la création d'un conseil canadien pour un nouveau industriel. Voici ce qu'on dit à ce sujet:

Un Conseil canadien pour un nouveau industriel est créé afin de coordonner les programmes fédéraux d'adaptation industrielle dans les secteurs du vêtement, du textile et de la chaussure.

On désignera 16 personnes de tous les coins du pays, tous des libéraux, qui recevront ainsi leur grande récompense. Un seul des 16 a une certaine expérience en matière textile. Puis à la page 21, il est question de créer un conseil pour le développement des exportations. En fait ce document nous annonce une prolifération de bureaux, d'agences, de conseils consultatifs, de sociétés de la Couronne et de groupes d'étude.

[Français]

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Comme il est 5 h 45 de l'après-midi, il est de mon devoir, en conformité des dispositions du paragraphe (7) de l'article 60 du Règlement, d'interrompre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ toute motion nécessaire pour disposer de l'amendement dont la Chambre est maintenant saisie.

[Traduction]

Le vote porte sur l'amendement de M. Wilson. Plaît-il à la Chambre d'adopter l'amendement?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Que tous ceux qui sont en faveur de l'amendement veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A mon avis, les non l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Qu'on appelle les députés.

(L'amendement de M. Wilson, mis aux voix, est rejeté.)

(Vote n° 124)

POUR
Messieurs

Althouse	Crouse	Hamilton
Andre	Dantzer	(Qu'Appelle-Moose Mountain)
Baker	Darling	Hamilton
(Nepean-Carleton)	Deans	(Swift Current-Maple Creek)
Beatty	Dick	Hargrave
Benjamin	Dinsdale	Hawkes
Blackburn	Domm	Heap
Blenkarn	Ellis	Hees
Bosley	Elzinga	Hnatyshyn
Bradley	Epp	Hovdebo
Cardiff	Fennell	Howie
Carney (M ^{lle})	Forrestall	Huntington
Clark	Fraser	Jarvis
(Yellowhead)	Fretz	Jelinek
Clarke	Friesen	Jewett (M ^{lle})
(Vancouver Quadra)	Fulton	Keeper
Coates	Gamble	Kempling
Cook	Gass	Kilgour
Cooper	Gilchrist	King
Corbett	Greenaway	Korchinski
Cossitt	Gurbin	
Crombie	Gustafson	
Crosby	Halliday	
(Halifax-Ouest)		